



Lettre n° 216 du 21 novembre 2021

Au sommaire :

- **La lutte contre les violences sexuelles et sexistes, contre les discriminations, un combat contre l'oppression, pour l'émancipation de toutes et tous** - *Isabelle Ufferte*
- **La révolte des Gilets jaunes les hante, contre la vie chère et les bas salaires, prenons nous-mêmes la direction de nos luttes** - *Laurent Delage*

La lutte contre les violences sexuelles et sexistes, contre les discriminations, un combat contre l'oppression, pour l'émancipation de toutes et tous

« On ne naît pas femme, mais on en meurt », « Je veux marcher dans la rue sans avoir peur », « Foutez-moi en l'air le patriarcat », « La transphobie tue », des dizaines de milliers de femmes et d'hommes ont manifesté contre les violences sexuelles et sexistes ce samedi, dont 50 000 à Paris, et d'autres manifestations sont prévues durant la semaine qui vient. La journée internationale contre les violences faites aux femmes, le 25 novembre, rappelle chaque année un sinistre constat : les femmes sont victimes d'une oppression quotidienne, insidieuse pour les unes, d'une brutalité extrême pour les autres.

En France, le Haut conseil à l'égalité (sous l'autorité du ministère du même nom) écrivait en mars 2020 « *le constat reste accablant : une hausse de 46 % des plaintes pour harcèlement sexuel en 2019 et les mis en cause pour des crimes et délits à caractère sexiste sont très majoritairement des hommes : toutes infractions pénales confondues, 87 % des victimes d'actes sexistes, enregistrées par les forces de l'ordre, sont des femmes et 91 % des mis en cause sont des hommes. [...] 60 % des Européennes déclarent en 2019, avoir déjà été victimes d'au moins une forme de violence sexiste ou sexuelle au cours de leur carrière et en France, dans une enquête de 2016, près de 80 % des femmes considéraient qu'elles étaient régulièrement confrontées à des attitudes ou des décisions sexistes dans l'entreprise [...] Quant au milieu politique, il demeure un bastion majeur du sexisme et fonctionne comme une chasse-gardée des hommes : les femmes politiques y sont considérées comme des intruses, sujettes à des disqualifications et incivilités, des comportements paternalistes et confrontées aux violences sexistes et sexuelles* ».

Campagne présidentielle oblige, les candidat.es de droite comme de gauche rivalisent de déclarations aussi indignées qu'hypocrites et de promesses dérisoires alors que

tous les gouvernements ont amputé les budgets sociaux et sabordé les services publics dont ceux de la santé et de la petite enfance, les services où se pratiquent les IVG... Des organisations comme le planning familial ne doivent leur survie qu'à la mobilisation et l'ingéniosité militante, le travail bénévole, la solidarité financière. Il y a 4 ans, Macron promettait avec emphase de faire de la lutte contre les violences faites aux femmes la « *grande cause du quinquennat* », rien moins... avant de nommer Darmanin à l'Intérieur, accusé de viol, de harcèlement sexuel et d'abus de confiance, et Dupond Moretti à la Justice, qui avait déclaré en plein procès Tron (condamné à cinq ans de prison pour viol et agression sexuelle) « *C'est bien beau que la parole des femmes se libère, mais vous préparez un curieux mode de vie aux générations futures* » ! Le machisme, les préjugés et le mépris des femmes infusent dans la société, les classes dominantes et leur personnel. Lois sur la parité ou pas, 84 % des maires et 92 % des président.es d'intercommunalité sont des hommes.

Chaque année, en France, 220 000 femmes sont victimes de violences, 94 000 de viol. En 2019, 146 femmes ont été tuées par leur compagnon ou ex-compagnon ; 102 en 2020 ; 101 au 16 novembre 2021, un décompte insupportable, expression d'une société violente, profondément malade.

La folie de la propriété, de la concurrence imprègne toute la société jusqu'aux rapports les plus intimes. Les femmes en sont parmi les premières victimes. Victimes de l'appropriation de leur corps, de leur vie, dans une société où tout est marchandise. Une société construite sur l'exploitation et les oppressions, qui ne se maintient qu'en distillant et en instrumentalisant les préjugés, dont le machisme et la misogynie.

L'oppression des femmes, discriminations sexuelles produits de la domination de classe

L'accélération de la faillite capitaliste, l'intensification de l'exploitation ont des conséquences brutales pour les femmes qui subissent de plein fouet la précarité, les temps partiels imposés et les bas salaires. A travail égal, malgré les déclarations offusquées et les lois, les femmes touchent 16,5% de moins que les hommes (15,5% l'an dernier) d'après le collectif *Les Glorieuses* : depuis le 3 novembre à 9h22, elles travaillent gratuitement.

Elles sont les premières de corvée au travail comme au foyer. Très majoritairement enfermées dans des métiers dits « féminins » sous-qualifiés et sous-payés exigeant endurance psychique et physique, précision, attention aux autres, souvent avec des horaires décalés et discontinus, les travailleuses cumulent les journées de travail : tâches ménagères, responsabilité et éducation des enfants, prise en charge de la santé des membres de la famille, de la tenue du budget... Ce sont elles aussi qui sont à la tête des familles monoparentales dans 85 % des cas et font face à d'innombrables difficultés.

L'offensive économique des classes dominantes s'accompagne aujourd'hui d'une violente offensive idéologique réactionnaire. Elle vise à faire taire, tente de légitimer les oppressions, brouiller les consciences à grand renfort de préjugés, et à remettre en cause les droits démocratiques obtenus par les luttes. Le capitalisme décadent propulse ainsi des Orban, Trump, Bolsonaro, Zemmour et autres marionnettes pour faire le sale travail, et fait appel aux églises de tous bords pour prendre part à l'offensive obscurantiste, diviser les exploités et bâillonner toute aspiration démocratique dont celle, centrale et subversive, de l'égalité des sexes et de l'émancipation des femmes.

Le patriarcat, outil de la domination capitaliste

Le patriarcat, l'organisation de la société autour d'une famille « stable » sous l'autorité du père réduisant la femme au rôle de procréatrice, est apparu en même temps que la propriété privée et la division de la société en classes. La femme fut dès lors tenue de garantir la filiation pour que le père puisse transmettre avec certitude la propriété à ses fils... Depuis lors, pour que les classes dominantes puissent hériter des richesses spoliées de générations en générations, l'ensemble des femmes ont été aliénées, privées de leur individualité, devenue elles-mêmes propriété de l'homme.

Le capitalisme a parfait le système, peaufiné les lois, fait donner ses tribunaux et ses églises pour garantir ce pilier inébranlable du mariage et de l'héritage. Un pilier que les classes dominantes défendent bec et ongles face à tout ce qui menace leur « ordre », les puissantes aspirations de liberté et d'émancipation et tout ce qui remet en cause la famille, les luttes féministes et LGBTI.

Dans une mini-série intitulée « Successions » [1], *Le Monde* brosse cet été le portrait édifiant de six « dynasties » françaises, les Bolloré, Arnault, Mulliez, Lagardère, Pi-

nault, Bouygues et « *les mécanismes de transmission du patrimoine des capitaines d'industrie français à leurs héritiers* ». Des héritiers qui ont tous bien réussi... et à une ultra majorité de sexe masculin.

Alors oui, l'idéologie machiste, les préjugés misogynes ne sont pas simple question d'éducation. Ils sont issus du plus profond de la société de classe, et l'exacerbation de la guerre que mènent aujourd'hui les classes dominantes s'accompagne d'une offensive idéologique décomplexée. Le même Bolloré et une frange des classes dominantes subventionnent aujourd'hui un Zemmour qui proclamait il y a quelque temps : « *un garçon, ça va, ça vient, ça entreprend, ça assaille et ça conquiert, ça n'a pas de fortes femmes imprenables, mais seulement mal assiégées* »... Il affiche depuis des années sa haine des femmes, des homosexuels, est en guerre contre la « *féminisation de la société* » car, voyez-vous, « *les femmes n'expriment pas le pouvoir, elles ne l'incarnent pas. C'est comme ça. Le pouvoir s'évapore quand elles arrivent* » ! Une haine qui exprime la trouille, celle des classes dominantes face à la contestation de la domination masculine, du patriarcat, outil essentiel de la domination capitaliste et qui ne pourra disparaître qu'avec la disparition de la société de classe.

« Nous sommes fortes, nous sommes fières, et féministes, et radicales, et en colère »

De MeToo aux mobilisations pour la légalisation de l'avortement, un véritable renouveau féministe se développe sur tous les continents, porté par des femmes de toutes générations et particulièrement par de jeunes filles et femmes ouvrières, étudiantes, intellectuelles.

Un mouvement au caractère de plus en plus populaire et « radical » qui questionne et conteste la racine de l'oppression, remet en cause les classes dominantes, leur personnel politique, les églises, leur prétendue morale. C'est un mouvement porteur d'émancipation au-delà de la seule question féministe, un encouragement pour l'ensemble des exploités et opprimés à combattre l'ordre moral, idéologique qui protège et perpétue la société de classe fondée sur l'exploitation.

La vague de fond internationale débutée avec MeToo libère progressivement la parole des victimes de viols et d'agressions sexuelles, d'homophobie et de transphobie et, au-delà, de toutes les discriminations subies. Elle est un encouragement pour toutes et tous et a contribué à ce que d'innombrables victimes d'inceste, femmes et hommes, osent rompre le silence de même que les centaines de milliers, probablement des millions dans le monde, de victimes d'actes pédophiles perpétrés par des prêtres et hommes d'Eglise.

Le combat féministe a intégré la lutte contre l'ensemble des oppressions et des violences sexuelles et de genre et, au-delà, pour les droits démocratiques de toutes et tous.

1- <https://www.lemonde.fr/les-heritiers/>

Il est aujourd'hui confronté à la nécessité de prendre pleinement conscience qu'il fait partie d'un combat global contestant la domination capitaliste, un combat qui ne peut se mener qu'en lien avec le monde du travail, les premières et premiers de corvée.

La lutte des femmes, une force révolutionnaire

Notre combat pour l'égalité des sexes, contre le patriarcat est partie intégrante de l'affrontement de classe. Il est un des éléments moteurs du combat pour l'émancipation, pour l'unité des exploité.es, pour des relations dégagées de toute oppression, débarrassées de l'exploitation et de la propriété capitaliste.

Le mouvement féministe est à un tournant. Profondément renouvelé, rajeuni, il est traversé de débats, d'interrogations, nourri par le besoin de repenser les relations entre les sexes, se réappropriant les combats passés et penser l'avenir, écrire sa propre histoire, toutes générations confondues.

Ce renouveau témoigne de la vivacité, du développement des aspirations démocratiques face à l'offensive réactionnaire, de l'urgence de s'émanciper de la morale bourgeoise, de penser des relations libérées de toute oppression et domination. Il subit en même temps la confusion ambiante, et a besoin de s'en extraire pour penser la globalité de

l'affrontement, sa portée révolutionnaire et la nécessité de la contestation du pouvoir des classes dominantes, des multinationales et de la finance.

Nombreuses sont celles, dans le mouvement féministe, qui se défiant des organisations institutionnelles hésitent à poser la question politique, craignant que leur combat soit instrumentalisé. Mais l'offensive économique, idéologique, policière des classes dominantes, la décomposition morale qui l'accompagne donnent aux jeunes générations et à toutes celles et ceux qui combattent les inégalités et les oppressions la mesure de l'affrontement nécessaire.

Il ne peut y avoir de véritable lutte pour l'émancipation des femmes sans remise en cause du capitalisme, sans que soit posée la nécessité de la révolution, du combat de l'ensemble des exploité.es pour déposséder la minorité capitaliste et postuler au pouvoir, à réorganiser toute l'économie, la société et construire des relations économiques et sociales libérées de toute domination, de toute relation de propriété. Une telle société socialiste, communiste, pourra alors permettre un plein épanouissement des individualités de tous sexes et genres dans des relations librement consenties, respectueuses de l'ensemble de la collectivité, des relations dont nos cerveaux ont probablement du mal aujourd'hui à envisager toute la richesse.

Isabelle Ufferte

La révolte des Gilets jaunes les hante, contre la vie chère et les bas salaires, prenons nous-mêmes la direction de nos luttes

Trois ans après, le pouvoir, la presse, continuent de s'inquiéter de ce mouvement des Gilets Jaunes contre les hausses de prix de carburants, les taxes, la vie chère qui avait contesté bruyamment la politique de Macron au service des riches.

S'organisant à la base à partir d'AG sur les ronds-points, utilisant largement les réseaux sociaux, ceux-ci sont allés à l'affrontement « *pour la justice sociale* » chaque samedi pendant des mois, face à une brutale répression des flics de Castaner, armés de LBD et de grenades lacrymogènes.

A l'occasion de la date anniversaire du 17 novembre, les Gilets Jaunes ont occupé à nouveau des ronds-points un peu partout dans le pays, bénéficiant d'une forte sympathie des automobilistes, de la population, de ceux pour qui les fins de mois deviennent de plus en plus difficiles avec la flambée des prix actuelle. Et ce n'est pas la prime « inflation » de 100 € pour 38 millions de personnes, une provocation, qui calmera la colère. Elle ne fait que traduire la crainte du gouvernement.

Crainte fondée, vu la situation en Guadeloupe, où depuis lundi 15 novembre et à l'appel d'une trentaine d'organisations syndicales, associatives et politiques, les barrages se répandent sur l'île contre l'obligation vaccinale et la

suspension des soignants dans une région où l'hôpital public est dans une situation catastrophique. Les revendications contre la vie chère, le chômage et la misère viennent s'ajouter à cette colère qui se répand parmi la population et la jeunesse et qui ne s'éteindra pas avec le couvre-feu décidé par le préfet ce week-end et le déploiement policier voulu par Darmanin.

Concernant les Gilets Jaunes, le fait que le mouvement perdure après 3 ans, même très affaibli, témoigne d'une politisation bien réelle. Beaucoup sont restés mobilisés durant les luttes des retraites, appelant à la convergence des luttes avec les collectifs interpro qui se montaient un peu partout, participant à divers blocages d'entrepôts, de dépôts de bus, etc. Des liens se sont tissés avec des salariés en grève, des militants syndicalistes cherchant à construire la convergence à la base. Les Gilets Jaunes se sont politisés dans ces luttes, s'affirmant anticapitalistes, aspirant à « changer le système » et pas à se contenter de quelques miettes.

Dans un climat de confusion politique liée à l'effondrement de la gauche syndicale et politique, ils font la démonstration que les travailleurs peuvent prendre eux-mêmes leurs luttes en main, sans attendre les appareils syndicaux englués dans le « *dialogue social* ».

Depuis la rentrée, les Gilets Jaunes dénoncent l'envolée des prix : + 57 % pour le gaz depuis le 1^{er} janvier, + 24 % pour le gasoil et + 30 % pour le sans plomb en un an, sans parler de l'électricité et des produits de première nécessité ! Mais contrairement à 2018, ils ne dénoncent pas seulement les taxes. Ils dénoncent aussi les bas-salaires des premier(e)s de corvée, dans l'aide à domicile, le commerce, tous ces boulots les plus mal payés. Ils dénoncent aussi la maigreur des pensions de retraite ou des allocations chômage ou handicapés qui ne permettent pas de vivre.

Tout cela fait dire à Artus de la banque Natixis : « *on peut même dire que la situation est encore plus explosive qu'en 2018* ». Une inquiétude reprise aussi par cet ancien syndicaliste de la CFTC dans le Figaro : « *Une grande structure qui emploie plusieurs dizaines de milliers de salariés est venue nous demander conseil, car elle voit se créer en interne des phénomènes de type "gilets jaunes". Une contestation du fonctionnement de l'entreprise qui se développe en dehors des syndicats, d'ailleurs rejetés et perçus comme bourgeois* »... Une inquiétude devant une contestation plus profonde encore qu'il y a 3 ans et qui touche cette fois les entreprises, au moment où Macron fait sa campagne contre le monde du travail.

Une « reprise » pour les riches, sur le dos des plus précaires

Une campagne qui passe par les mensonges les plus grossiers, Macron affirmant le 9 novembre : « *le chômage est au plus bas depuis près de 15 ans et nous sommes l'un des seuls pays du monde où le pouvoir d'achat a continué à progresser en moyenne et où la pauvreté n'a pas augmenté* »... Il a même annoncé un chiffre : « *170 euros de pouvoir d'achat* » à tous les plus bas salaires depuis le début de son mandat !

D'après l'Institut des politiques publiques, l'augmentation de revenu serait en moyenne de + 1,6 %, mais avec de très fortes disparités... Les 1 % les plus riches ont eu une augmentation de 2,8 % de leur niveau de vie et la hausse culmine à + 4,1 % pour les 0,1 % d'ultra-riches ! Par contre, les 5 % de ménages les plus modestes, vivant avec moins de 800 € par mois, ont perdu jusqu'à 0,5 % de pouvoir d'achat !

Macron vend la suppression de la taxe d'habitation comme une mesure pour les plus modestes, mais elle n'a rien apporté aux 20 % de la population la plus pauvre qui ne la payait pas. Par contre, cette politique se traduit par une dégradation des services publics, de la santé publique, des écoles et une diminution des budgets sociaux. Depuis le début du quinquennat, les dépenses sociales ont reculé de 4,2 milliards (sous-revalorisation des retraites, réformes de l'assurance-chômage et des APL) qui impactent durement les plus précaires.

Contrairement aux mensonges cyniques de Macron, la précarité a fortement progressé : 5,6 millions de familles sont en précarité énergétique. Quant aux demandes d'aide alimentaire, elles ont littéralement explosé de 25 % en 2020 et continuent de progresser de + 12 % en 2021.

La « valeur travail » c'est travailler plus pour gagner moins, aggraver l'exploitation

Macron entre en campagne contre le monde du travail, en déclarant : « *C'est par le travail, et par plus de travail, que nous pourrions préserver notre modèle social* ». Il laisse à Zemmour, Le Pen ou Ciotti le terrain des surenchères démagogiques les plus crasses contre les migrants... après les avoir lui aussi utilisées largement avec Darmanin et Blanquer.

Macron fait le job pour les classes dominantes, en stigmatisant les chômeurs, les pauvres pour mieux attaquer l'ensemble de la classe ouvrière.

« *Au moment où trois millions de nos compatriotes se trouvent encore au chômage, cette situation heurte le bon sens* » a-t-il déclaré le 9 novembre en annonçant une augmentation des contrôles de 25 %. Son seul objectif est de contraindre les travailleurs au chômage à accepter les pires boulots, les moins bien payés possible.

Le patron du Medef, De Bézieux, applaudit des deux mains : « *Nous soutenons aussi la réforme de l'assurance-chômage et nous aurions même souhaité qu'elle aille plus loin. C'est en effet un des éléments qui expliquent la situation : l'écart n'est pas toujours significatif entre revenus nets du travail et revenus du 'non-travail'* »... une offensive contre les chômeurs pour maintenir les bas-salaires quoi qu'il en coûte !

Macron veut aussi s'en prendre aux retraites dès 2022, allonger l'âge de départ à la retraite et supprimer les régimes spéciaux juste après les élections... et le Sénat et la droite font de la surenchère en votant dès maintenant un amendement sur le passage à 64 ans.

Il veut aussi allonger le temps de travail et baisser les salaires. Quand il parle de « *parvenir au plein-emploi* », cela signifie généraliser les petits boulots payés une misère, les emplois précaires, pour le plus grand profit des capitalistes.

Préparer la lutte d'ensemble pour les salaires, les pensions, les allocations

Toutes les déclarations du gouvernement et du Medef sur la revalorisation des salaires restent de la poudre aux yeux pour alimenter le « dialogue social » et tenter de paralyser les travailleurs.

En réalité, les augmentations sont insuffisantes et inférieures à l'inflation qui a atteint 2,6 % sur un an en octobre, à l'image de la BNP qui vient de terminer ses négociations annuelles obligatoires (NAO) avec une augmentation collective de ... 0,6 %.

Pour De Bézieux, « *Le temps des hausses généralisées, tous secteurs confondus, est révolu* » et quand il dit qu'il y aura « *des augmentations de rémunération* », cela signifie une politique d'individualisation, de primes d'intéressement, de primes défiscalisées... Bref tout sauf une augmentation collective et générale !

Même politique pour le gouvernement, qui compte bien maintenir le gel du point d'indice des travailleurs

de la fonction publique, comme Macron l'a fait durant tout son mandat dans la continuité des gouvernements précédents. Du coup, FO vient de claquer la porte de la conférence « *sur les perspectives salariales dans la fonction publique* » qui a débuté fin octobre. La CGT, la FSU et Solidaires menacent de faire de même. Mais comment penser qu'une telle mascarade peut changer quoi que ce soit à cette politique d'austérité salariale menée depuis des années ?

C'est par des grèves contagieuses que les travailleurs pourront imposer les augmentations dont ils ont besoin. Mais cela signifie une politique, un plan de bataille que les directions syndicales se refusent à mener, engluées dans leur rôle de « partenaires sociaux ».

Aujourd'hui, dans les syndicats, en rupture face à la passivité des directions, des équipes cherchent à se coordonner, à l'image des PPG, les salariés du Joint Français de Bezons, qui appellent avec les TUI, Sud PTT 92... à une nouvelle manifestation pour l'interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois le 27 novembre.

Sur les ronds-points, des réseaux de Gilets Jaunes se reconstituent, cherchant à faire de l'agitation contre la vie chère, les bas-salaires en cherchant à construire des convergences, tout comme les collectifs interpros issus de

la lutte des retraites et qui continuent de se réunir. L'aspiration à prendre nos luttes en main est bien présente, elle demande une politique.

La question des salaires exprime ce rapport de force global entre l'ensemble de la classe ouvrière et les capitalistes. Elle est politique et ne se réglera pas boîte par boîte. C'est bien une lutte d'ensemble qu'il s'agit de construire, par en bas, en en prenant nous-mêmes le contrôle. Une lutte qui se donne l'objectif d'une augmentation collective des salaires, des retraites, des allocations, mais pose aussi la nécessité du contrôle des prix par les travailleurs, la population, les associations de chômeurs ainsi que de l'échelle mobile des salaires pour que les augmentations ne soient pas annulées par l'inflation.

Ce sont ces luttes qu'il s'agit de préparer aujourd'hui, en discutant d'un programme pour l'intervention directe des travailleurs face à la déroute du capitalisme. C'est un tel programme que les révolutionnaires doivent porter à travers la campagne des présidentielles, en donnant un contenu de classe à cette aspiration des Gilets Jaunes en 2018 toujours bien présente : « *on ne veut pas des miettes, on veut la boulangerie* » !

Laurent Delage